

Les élections arrivent et annoncent un retour à une « normalité » démocratique. Toi, le citoyen vacciné te croyant sauvé, tu retrouves enfin tes droits et tu pourras donc porter fièrement ton bulletin dans l'urne. Acte qui, sans que tu t'en doutes, confirme ton adhésion au système de la démocratie parlementaire. Et tu éliras celui/celle qui vivra de ton labeur et qui te réprimera si jamais tu manifestes ton mécontentement pour peu que « *des langues intéressées pourlèchent ta fiente royale, ô Souverain !* »<sup>1</sup> Et cela sans que tu puisses le critiquer, puisque tu en acceptes le jeu !

Ce système conflictuel (la loi du plus fort, quel que soit le type de démocratie), fer de lance du capitalisme (un virus plus meurtrier que la Covid-19 !) depuis les XVI<sup>e</sup>/XVII<sup>e</sup> siècles, est tout à fait opposé à ce que nous proposons comme organisation des sociétés et c'est pour cela que nous, anarchistes, nous n'irons pas nous voiler la face dans l'isolement. Nous aurons au moins l'avantage de ne pas te rejoindre dans les rangs des « *criminels inconscients et naïfs* »<sup>1</sup>, qui par leur bulletin, peuvent se vanter de participer au 3<sup>e</sup> rang mondial à la production et à la vente d'armes de guerre...

Mais qu'en est-il des réels problèmes qui nous concernent ?

Le système national étatico-économique qu'est le capitalisme par ses adeptes, les capitalistes, et ses outils, les entreprises, produit des biens et des services parce que de l'argent est engagé dans le but de se transformer en davantage d'argent. Pour ce faire, il faudra aussi que les marchandises ou les services trouvent preneurs pour que l'argent investi se transforme en toujours davantage d'argent. Cette logique d'accumulation de capital rend nécessaire la croissance continue de l'économie. Et cette exigence est renforcée sur les plans local, national et international par le fonctionnement concurrentiel de l'économie de marché : plus l'entreprise est grande plus elle doit croître à tout prix, sous peine d'être absorbée par les concurrents devenus plus puissants. De plus, pour faire baisser les coûts de production, il faudra produire plus et donc vendre plus – faute d'épuiser ses stocks, l'entreprise travaillera à perte et verra ses profits diminuer. De leur côté les États-nations (par leurs gouvernants) structurés en réseaux de rapports complexes de domination ou de subordination, doivent maintenir territorialement l'accès, au plus faible coût, aux quatre principales marchandises : la nourriture, l'énergie, la matière première et la force de travail, tout en protégeant la propriété des moyens de production. Sinon un « déséquilibre » se crée, obligeant l'intervention des forces répressives pour contenir les émeutes naissantes (qui ne visent que la consommation), facteurs de perturbation du « bon » fonctionnement de ce système national étatico-économique.

Par une déforestation effrénée, le capitaliste s'approprie de plus en plus de territoires pour satisfaire les besoins intensifs de l'agro-industrie fournisseur de soja, huile de palme, café, chocolat... et y installe aussi des élevages concentrationnaires, foyers de constantes zoonoses (rapprochement de l'animal sauvage avec le domestique) qui se transmettent parfois aux humains : VIH-1 en 1959, Nipah en 1998, grippe aviaire H5N1 en 1996 et 2006, grippe porcine H1N1 en 2009, MERS en 2012, Ebola en 2014, Zika en 2015, jusqu'au SARS-CoV-2 en 2019, pour s'en tenir aux cas principaux. En contractant le temps par des moyens de transport et d'échanges de plus en plus rapides et polluants, cette machine infernale met en péril l'espèce humaine.

Tout cela appartient à cette période du *Capitalocène* (si l'on admet qu'un tel basculement ne saurait être imputé à l'espèce humaine dans son ensemble mais à un système historique bien spécifique), durant laquelle les humains ont à affronter les conséquences de l'expansion démesurée d'un système économique mû par un impératif de croissance illimitée ayant abouti à une exploitation sans retenue des ressources naturelles. Là doit être située l'origine des dérèglements accélérés des équilibres du vivant et du système Terre, dont les effets les plus dramatiques sont le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et la multiplication de nouvelles zoonoses impliquant d'autres syndémies<sup>2</sup>.

Au vu de ces faits, beaucoup sont convaincus qu'un effondrement est inéluctable faute de moyens d'agir radicalement. Mais derrière cette thèse, qui rappelle la prophétie marxiste – démentie jusqu'à aujourd'hui – tout comme celle des écologistes depuis la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, se cache la question : qu'est-ce qui s'effondre ? Est-ce le vivant ou le système capitaliste ? Il est évident que si le système perdure, la fin de l'humanité semble annoncée. Mais si nous mettons fin au système capitaliste rapidement, alors nous pourrions basculer dans un autre scénario où le possible du bien-vivre pour tous et toutes peut être un but à atteindre.

Au lieu d'élire, agir ! oui mais comment ? Même si les changements individuels ne doivent pas être négligés (au-delà des incessantes incitations à modifier les habitudes de consommation), il faut souligner que, dans le système actuel, la consommation est un véritable dérivé des impératifs de la production. C'est donc sur la production qu'il convient d'agir (même s'il est vrai que la consommation peut, dans une certaine mesure, rétroagir sur elle-même).

Pour cela une organisation est nécessaire et le syndicalisme tel que nous le voyons et pratiquons est un outil pertinent. Par son côté insurrectionnel visant directement la production, et basé sur la lutte de classe, il regroupe planétairement tout individu n'exploitant pas l'humain ; il se veut ainsi ainsi a-nationaliste (terme préféré à internationaliste car notre stratégie comprend l'abolition des frontières). Il exclut toute relation avec les partis politiques et ne participe à aucune instance démocratique. Il est basé sur l'action directe, l'autonomie des syndicats (selon les accords délibérés par les syndicats réunis en congrès), une structure fédéraliste et planétaire (pacte d'entraide entre les syndicats), une émancipation de chaque membre par la formation aux diverses responsabilités structurelles non spécialisées telles que : la délégation, le secrétariat...

La grève et le sabotage coordonnés sur des axes décidés en assemblées générales localement, régionalement, nationalement ou internationalement, épaulés par une entraide sans faille pour subvenir aux besoins des adhérents (en cas de répression) sont des outils indispensables à l'heure actuelle pour en finir avec le capitalisme (travail, valeur, marchandise, argent) et bien évidemment avec l'État.

« *Ne remettez donc pas vos destinées à des hommes forcément incapables et à des traîtres futurs. Ne votez pas ! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes ; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez !* »<sup>3</sup>

## Pour un changement radical de société De chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Libertad, *Le criminel c'est l'électeur*, 1905 ([https://www.cnt-ait-montpellier.org/Le\\_criminel\\_c\\_est\\_l\\_electeur.pdf](https://www.cnt-ait-montpellier.org/Le_criminel_c_est_l_electeur.pdf))

<sup>2</sup> Une syndémie caractérise un entrelacement de maladies, de facteurs biologiques et environnementaux qui, par leur synergie, aggravent les conséquences de ces maladies sur une population.

<sup>3</sup> Elisée Reclus, *Voter, c'est abdiquer*, 1885 ([https://www.cnt-ait-montpellier.org/Voter\\_c\\_est\\_abdiquer.pdf](https://www.cnt-ait-montpellier.org/Voter_c_est_abdiquer.pdf))

<sup>4</sup> Besoins étant compris comme : selon les délibérations des assemblées déterminant les productions et les services assumés collectivement comme pertinents



# AU LIEU D'ÉLIRE, AGIR !

Les acquis sociaux ne sont pas le résultat d'élections, mais de luttes



**Face  
au dérèglement climatique,  
à l'effondrement de la biodiversité  
et à la multiplication de nouvelles zoonoses.**

## Changement radical de société

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste en gestion directe, fédéraliste et internationaliste. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et l'entraide internationale. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT - BP 41176 - 34009 Montpellier cedex 1

contact@cnt-ait-montpellier.org

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>